

FAUX SOCIALISTES, FAUX ANARCHISTES, VRAIS CLERICAUX!..

L'Alliance Syndicaliste "courant syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste d'expression française" nous a fait tenir un "communiqué de presse".

Le voici:

"Le groupe "Fernand Pelloutier" dans son mensuel "Anarcho-Syndicalisme" d'avril 73 conseille à ses lecteurs de soutenir les listes présentées par l'école émancipée pour un front unique ouvrier, tendance-fraction dirigée par l'organisation communiste internationaliste (O.C.I.), dite "groupe Lambert" dans les récentes élections pour le Syndicat National des Instituteurs.

Au cours d'une réunion publique à Limoges lors de la récente campagne électorale, Alexandre Hébert soutint la candidature d'un membre de l'O.C.I. et invita à voter pour lui.

Le groupe Fernand Pelloutier et Alexandre Hébert suivent en cela leur politique de base: créer une tendance "lutte de classes" dans le mouvement ouvrier et notamment dans les organisations syndicales qui réuniraient les syndicalistes libertaires et les trotskystes de l'OCI. L'Alliance Syndicaliste tient à rappeler qu'elle est opposée absolument à tout travail organique de tendance avec les marxistes-léninistes de quelque groupe que ce soit. Déjà au cours de l'armée 1971, le groupe animé par Alexandre Hébert mettait l'alliance devant le fait accompli d'un accord public avec l'.E.E.-O.C.I. pour les élections au S.N.I. de Loire-Atlantique.

L'Alliance Syndicaliste considère que ces pratiques et ces prises de position sont extérieures à l'anarcho-syndicalisme".

Le Comité Fédéral de l'Alliance Syndicaliste.

Ainsi, "L'Alliance Syndicaliste" décrète que nos "pratiques et prises de positions sont extérieures à l'anarcho-syndicalisme".

Remarquons tout d'abord que les camarades de l'Alliance Syndicaliste sont sans complexe. Un certain nombre d'entre eux ignorant totalement l'histoire et la réalité des différents courants anarchistes et il a fallu, il y a quelques années, se battre pour qu'ils acceptent de ne pas se considérer seulement comme des syndicalistes révolutionnaires. (Il est vrai qu'à l'époque, la différence entre le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme semblait leur échapper!) Qu'importe ... Aujourd'hui, les voilà gardiens vigilants de l'orthodoxie et excommuniant allègrement ceux qui n'acceptent pas de se plier à leur discipline ... Curieux anarcho-syndicalistes!

Mais voyons un peu ce qu'ils nous reprochent.

Tout d'abord notre soutien aux listes de l'Ecole Emancipée F.U.O.. Mahé s'en explique plus loin.

Je me bornerai donc à faire observer qu'il s'agit tout simplement d'une alliance en vue des élections aux organismes statutaires de la F.E.N. et sur la perspective de la création d'un courant lutte de classes (et non d'un "travail organique de tendance" (sic)... mais nos néophytes connaissent-ils seulement la différence entre tendance et courant ?).

Par contre, si nos souvenirs sont exacts, il n'y a pas si longtemps, certains militants de l'ASRAS pouvaient en toute tranquillité appartenir à la tendance Ecole Emancipée SR et y rencontrer (organiquement!) les "trotskystes-léninistes" de Krivine. Il est vrai qu'alors, ces derniers entretenaient les meilleurs rapports avec leurs bons amis de la C.F.D.T. Mais les choses ont changé. Depuis 1971, la chasse aux sorcières est officiellement ouverte à la C.F.D.T. et les trotskystes de Rouge se font tirer comme des lapins.

Le communiqué de presse me fait personnellement grief d'avoir, à Limoges, "soutenu la candidature d'un membre de l'O.C.I. et inviter à voter pour lui".

Décidément, à trop fréquenter les jésuites, on devient jésuite soi-même!

L'ASRAS feint de croire que je n'ai été à Limoges que pour y faire élire un candidat trotskyste!

Or, le Comité Fédéral de l'ASRAS est très exactement informé (par Prévotel et Salaméro) des conditions dans lesquelles j'ai été amené à participer à la campagne électorale à Limoges.

Il ne s'agissait pas tellement de faire voter pour mon ami et camarade Levasseur que de faire mordre la poussière au candidat néo-socialiste Georges SARRE.

Autrement dit, beaucoup plus que la participation à une campagne électorale, les syndicalistes révolutionnaires de l'ASRAS ne peuvent accepter que j'ai, délibérément, contribué à l'échec électoral du renégat Georges SARRE.

Pour ceux, nombreux, qui ignorent qui est Georges SARRE, il faut préciser que ce triste individu qui s'est présenté à la section socialiste de Limoges comme militant catholique, a, à l'instar de Maurice LABI, tenté d'entraîner à la C.F.D.T. le syndicat de la *Fédération Syndicaliste des P.T.T.* dont il avait la charge à la C.G.T.F.O.

Pour prix de sa trahison, Georges SARRE a été nommé adjoint de l'ex-ministre de l'Intérieur (et ex-pétainiste de surcroît)! François MITTERAND devenu "premier secrétaire" du nouveau parti socialiste.

A la lumière de ces explications, on s'aperçoit clairement pour le compte de qui l'ASRAS travaille lorsqu'elle s'en prend au groupe Fernand Pelloutier.

Il faut d'ailleurs reconnaître que ces attaques surviennent avec beaucoup de retard. Dès le lendemain des élections, l'appareil stalinien s'est déchaîné après moi, en dépit du fait que la défaite de SARRE avait permis de faire élire ... une candidate du P.C.F.!

Mais ce communiqué était-il bien nécessaire pour nous faire connaître ce que recouvre l'ASRAS, c'est-à-dire, finalement, une officine au service de la C.F.D.T.? Non!

Il suffit de lire *Solidarité Ouvrière* qui, pour l'essentiel est consacrée à populariser les positions de la C.F.D.T.

Opposée à tout "*travail organique de tendance avec les marxistes-léninistes*", l'ASRAS se place délibérément dans la perspective du "projet" autogestionnaire, cher à Edmond MAIRE et à François MITTERAND. Certes, elle ne court pas le risque d'y rencontrer des "marxistes-léninistes" mais, par contre, elle n'y rencontrera sûrement les staliens. Le projet auto-gestionnaire s'inscrit parfaitement dans la stratégie de l'Union de la Gauche.

Comme tous les courants, le groupe Fernand Pelloutier et l'ASRAS ne peuvent éviter de conclure des alliances et chacun choisit ses alliés.

Nous avons choisi les nôtres, des "marxistes-léninistes" aux "réformistes", nous nous sentons à l'aise dans le mouvement ouvrier.

Militants de la C.G.T., notre histoire ne commence pas en 1919. Nous, n'avons pas attendu 1973 pour tirer les leçons de la Commune de Paris.

Précisément parce que nous savons de quoi nous parlons, nous savons que la "gestion ouvrière", les "soviets" n'ont rien de commun avec l'autogestion à la sauce néo-socialiste. Il suffit pour s'en convaincre de constater que la C.F.D.T. vient de condamner les comités de grève élus, qui peuvent effectivement conduire aux soviets !

L'ASRAS préfère s'allier avec les tenants du catholicisme social c'est son droit, mais cela semble difficilement compatible avec l'anarcho-syndicalisme.

Disciples d'Emmanuel Mounier qui, de 1940 à 1942 se vautre dans la révolution nationale de Pétain, les pseudo-révolutionnaires de la C.F.D.T. n'ont rien à voir avec nous.

Pétainistes avec Mounier, gaullistes avec Jacques Delors, faux socialistes, faux anarchistes, mais vrais cléricaux, tels sont les activistes auto-gestionnaires.

Mais ne vais-je pas, une fois de plus, me faire accuser d'anticléricisme?

Eh bien soit! Je suis un anti-cléric et je professe même que la soumission au cléricisme est, pour les individus comme pour les groupes, la marque de la dégénérescence.

Alexandre HEBERT

LE COURANT À L'OPPOSÉ DU GHETTO...

Une polémique entre le groupe ASRAS et le groupe Fernand Pelloutier serait dénuée d'intérêt si elle ne nous fournissait l'occasion de préciser nos explications. Signalons au surplus, pour une relation objective des circonstances, que le groupe Pelloutier n'a rien à voir avec l'ASRAS, ni aucun compte à lui rendre puisque, après avoir tenté de résorber nos divergences, nous dûmes quitter l'ASRAS en 72 par suite de manipulation d'un de nos articles destiné au journal "Solidarité Ouvrière". Ce fait montre déjà à l'évidence combien différent nos conceptions des "pratiques" anarcho-syndicalistes.

Mais sans contester la relation étroite entre les méthodes et l'orientation d'une politique, c'est sur ce dernier point qu'il nous a semblé plus intéressant d'insister.

Au-delà de la condamnation infligée par l'ASRAS au sujet des élections au Bureau National du S.N.I., cherchons à comprendre ce qu'on nous reproche de ne pas avoir fait positivement. C'est facile: les anarcho-syndicalistes, n'ayant pas de tendance nationale organisée à la F.E.N., ne pouvaient présenter au B.N. leurs propres candidats; la seule possibilité qu'ils avaient de participer à ces élections (à moins d'en nier l'importance) était de se prononcer en faveur d'une des 5 listes en présence: U.I.D., U. et A., F.U.O., E.E. et Rénovation Syndicale (ces deux dernières tendances n'en faisant qu'une dans maints départements dont la Loire-Atlantique, voire dans certains syndicats nationaux comme le S.N.E.S.).

En procédant par élimination, on a vite fait de comprendre que l'ASRAS reproche implicitement aux anarcho-syndicalistes de Loire-Atlantique de ne pas avoir appuyé la liste gauchiste E.E.

On ne saurait mieux faire en l'occurrence que de publier la photocopie du texte que le groupe E.E. de Loire-Atlantique adressait au bulletin départemental du S.N.I. à l'occasion de ces élections:

Extrait du bulletin du S.N.I. de Loire Atlantique:

Le Conseil syndical, en présence du texte ci-dessous proposé pour la publication dans le bulletin, appelle l'attention des syndiqués sur le fait que tous les autres textes, tout en exprimant des orientations différentes, affirment leur attachement primordial à la défense de l'organisation syndicale.

Ce texte veut abuser de nos traditions de démocratie ouvrière pour exprimer son mépris du syndicat et tenter de le discréditer.

Néanmoins, et bien que les règles de la démocratie syndicale ne nous y contraignent pas, le Conseil syndical unanime, confiant dans le jugement des syndiqués et pour leur information, décide la publication du texte.

Ecole Emancipée, Déclaration départementale,

*Toi qui a voté pour le Programme Commun
me mets pas tous tes œufs dans le même panier, vote Ecole Emancipée.*

A la vitesse où vont les événements: incendie de C.E.S., enlèvement de cercueil, déclarations - d'impôts, - d'amour (Sheila), - de paix, - de candidats au crétinisme parlementaire, - d'avortements laïques, obligatoires et gratuits, - ce texte risque d'être périmé avant d'avoir été compris.

Départementalement nous avons refusé, l'an dernier, de cautionner plus longtemps le petit jeu démocratique-syndical.

Nationalement, nous sommes obligés d'en accepter les règles pour pouvoir amortir (ne prend qu'un "m", on ne meurt qu'une fois - cf Bled. p. 44) nos cotisations. En effet (prend deux "f", car on a deux fesses - cf. Obadia, p.69) seules les tendances ayant des élus au bureau national (votez E.E.) voient voluptueusement s'entrouvrir... les rares colonnes de l'Ecole libératrice. Les camarades du F.U.O.. qui n'ont pas d'élus au bureau national, en savent quelque chose.

Ouliac s'insurge contre certaines publications d'Unité et Action, en proclamant que notre organisation UNITAIRE permet aux tendances de s'exprimer, alors que l'École libératrice ne publie que 3 tribunes libres par an et des comptes rendus très tronqués des réunions du bureau national.

Avez-vous remarqué notre "faire-plaie" envers nos frères ennemis? Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil... MAIS VOTEZ PAS POUR EUX NOM DE DIEU... VOTEZ E.E.!

En 44, les camarades Majos élus et par conséquent responsables trouvent sans doute cette forme de non-

expression atTRAYANTE (ah! les vaches!) en s'ingéniant à faire avorter (ont-ils signé le manifeste?) la tribune libre départementale:

- Dépôt des textes un mois avant la parution du bulletin;

- A ce jour, deux bulletins avec une tribune libre;

- Tribune libre se transformant en "MENIE SIMBRON VOUS RÉPOND". Les arguments employés sont à l'image du maître catéchisant du haut de sa chaire les élèves s'égarant du juste chemin: Réponse à "X"... "d'ailleurs beaucoup l'avaient compris"... C.Q.F.D.: "X est un CON".

Réponse à "Y": "Notre camarade Y aura un effort tout particulier à accomplir pour comprendre"... C.Q.F.D.: "Y est un CON".

Où Simbron passe, l'ignorance trépassé.

Oui, le Sauveur Suprême existe, je l'ai rencontré dans le bulletin du S.N.I. 44, numéro 3.

Cet état de faits nous a contraints à publier notre propre bulletin départemental sans publicité ni prélèvements de cotisations syndicales. Ce bulletin est UNIQUEMENT UNE TRIBUNE LIBRE ouverte à tous ceux qui ne monopolisent pas la presse syndicale, car la lecture d'un bulletin syndical se résume souvent à un long monologue de la tendance majoritaire; même les comptes rendus des conseil syndicaux réduisent à leur plus simple expression les interventions des autres tendances.

Nous refusons de siéger en tant qu'élus à ces conseils syndicaux, MAIS comme TOUT syndiqué nous pouvons toujours y assister et INTERVENIR. Depuis des années nous demandons que les dates et ordres du jour soient portés à la connaissance de TOUS. Evidemment, si cela s'était fait, les NON-TITULAIRES n'auraient peut-être pas eu à attendre la grève de la Mayenne, puis la grève S.G.E.N.-E.E., pour voir enfin le S.N.I. 44 sonner l'ALERTE... Hélas! hélas! REMPLAÇANTS, ce n'était qu'un meeting et une gentille manif pour sensibiliser les enseignants sur le problème. Ne doutons pas qu'ils aient été sensibilisés, ENFIN, par les longs discours des représentants de chaque syndicat appelant à ce meeting unitaire et pour en arriver là, il faut QUATORZE réunions préparatoires...)

Pourquoi ne fait-on pas un conseil syndical sur les rapports hiérarchiques INSPECTEUR-INSPECTÉ? A-t-on peur que de nombreux syndiqués soient présents (s'ils sont prévenus) et exigent une action qui ferait perdre à la F.E.N. un ce ses plus beaux fleurons: le syndicat des inspecteurs (S.N.I.D.E.N. pour les intimes...).

A BAS LA HIÉRARCHIE! Pour l'UNITÉ, l'INDEPENDANCE, la DÉMOCRATIE, l'ACTION, donc POUR LE SYNDICAT AUX SYNDIQUÉS VOTES E.E.! L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE.

Pour tous renseignements et injures: Jean GRAIGNIC, la Gendronnerie, 44990 SAINT-AIGNAN de GRAND-LIEU.

Ce texte se passe de commentaire. Ajoutons encore que le 15 mai dernier, lors de la grève générale de la F.E.N. contre l'auxiliariat, le groupe E.E. de Loire-Atlantique scandait à l'adresse du secrétaire de la F.E.N. (tendance U.I.D.), nommément désigné: "on aura ta peau!", ou chantait sur l'air des morpions: "les syndicats nous emmerdent...". Quand l'affrontement faillit se produire entre leur groupe adossé au Rectorat et la tête de la manifestation qui s'avancait, les anarcho-syndicalistes du groupe Pelloutier se trouvaient sous la banderole du SNI et de la F.E.N. Ils s'en honorent.

Ce n'est pas à l'égard des censeurs avertis de l'ASRAS que nous relatons ces faits, mais de camarades qui pourraient ne pas bien comprendre pourquoi nous ne sommes plus à l'E.E. L'honnêteté oblige à admettre que tous les groupes E .E. n'en sont peut-être pas réduits là; l'honnêteté oblige aussi à reconnaître que la tendance nationale *Ecole Emancipée* n'a jamais désavoué ces actions commises en son nom!

Pourtant, loin de renoncer à assumer des responsabilités nationales, la tendance *Ecole Emancipée* vient de se comporter comme un véritable mini-syndicat dans une série d'actions où elle appelait, en dehors de la F.E.N., à des manifestations concernant l'auxiliariat, conjointement avec le S.G.E.N. (Syndicat des Enseignants C.F.D.T.). Nous ne reviendrons pas sur le caractère de cette opération qui, réunissant même des enseignants "privés" dont on voit mal comment ils peuvent réclamer leur titularisation dans le cadre de la Fonction Publique, avait pour objectif le plus clair le dénigrement de la F.E.N.

En réalité, il semble bien que lorsqu'il s'agit de manifester une opposition à certaines directions syndicales, l'ASRAS soit beaucoup plus tolérante au sujet des alliances. Comme nous le faisons déjà remarquer en 71, l'ASRAS ne nous chercherait pas querelle si nous participions à un "travail organique" de tendance avec les trotskystes de la Ligue Communiste qui cohabitent à l'E.E. De même, lors du dernier congrès confédéral F.O, l'ASRAS ne vit pas d'inconvénient à ce que ses propres militants, Prévotel et Salamero, signent un texte avec A. Hébert, en compagnie de ... P .Lambert en personne.

La condamnation que nous porte l'ASRAS semble incohérente parce que, derrière des formules péremptoires, elle évite d'aborder les problèmes d'orientation qui pour nous, comme pour eux, déterminent les alliances.

Notre orientation à la F.E.N. repose sur une orientation que nous exprimons succinctement mais clairement dans le texte incriminé par l'ASRAS:

- défense du statut de l'Ecole Laïque (par conséquent lutte contre la politique scolaire gouvernementale)
- défense du statut de la Fonction Publique (par conséquent lutte contre l'auxiliarat);
- défense de l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat et de l'entreprise (par conséquent lutte contre les thèses de la planification démocratique et de l'autogestion).

La lecture de *"Solidarité Ouvrière"* explique suffisamment que l'évolution prévisible de l'ASRAS s'est confirmée au point qu'elle devait aboutir à notre excommunication.

On lit textuellement dans la numéro de janvier 73, rendant compte du congrès C.F.D.T. des Hauts-de-Seine:

"Le 35ème congrès confédéral en se prononçant pour un syndicalisme de masse et de classe a engagé la C.F.D.T. vers un projet socialiste basé sur l'autogestion, la planification démocratique, la propriété sociale des moyens de production et d'échanges ..."

et pour conclure:

"Le rôle des anarcho-syndicalistes n'est pas et n'a pas été de faire voter des textes encore plus explicites, mais de favoriser au maximum la participation des sections à la définition de la politique de l'U.D. ... L'animation des S.S.E. et des U.L. est une tâche prioritaire pour le courant anarcho-syndicaliste".

Il ne s'agit pas d'une extrapolation, on peut lire tout l'article. Les militants de l'ASRAS ne sont pas "à la C.F.D.T.", ils sont "la C.F.D.T.". C'est pourquoi, aucune manifestation des "anarcho-syndicalistes" de l'ASRAS n'est apparue au cours du 36ème congrès qui vient d'avoir lieu. Il est vain dans ces conditions d'entamer avec eux des débats, il nous suffit d'avoir à combattre E.Maire.

Quant à nous, convaincus de la nécessité d'un large regroupement sur le terrain de la lutte des classes, nous continuerons à proposer aux travailleurs de diverses opinions politiques et philosophiques les bases d'un courant qui s'opposera inéluctablement au front des néo-socialistes auto-gestionnaires dont la mission est la destruction des organisations ouvrières. Il est bien évident que ce courant ne sera pas l'isolement d'un ghetto réunissant anarcho-syndicalistes et trotskystes. Nous, qui revendiquons l'héritage de F. Pelloutier et des pionniers de la 1ère C.G.T., avons d'autres aspirations. Il semble bien que d'autres que l'ASRAS l'aient compris.

Serge MAHE.

UN NOUVEAU PAS VERS LE COURANT...

Mai 68 est déjà loin. Les élections législatives sont passées.

En dépit de certains qui, après 68, annonçaient et espéraient leur mort et malgré la récente tentative d'autres qui voulaient les lier à un contrat de législature, les syndicats demeurent en tant qu'instruments indépendants de l'Etat et de l'Entreprise, nécessaires aux travailleurs pour leur défense et indispensables pour leur émancipation.

C'est pourquoi, en ce qui nous concerne, nous, militants anarcho-syndicalistes du S .N .E .S. (F.E.N.) nous pensons que tous les militants qui, désapprouvant par ailleurs les méthodes anti-syndicales de l'EE-RS, sont résolus à combattre l'immobilisme de la direction bureaucratique de notre syndicat et désireux d'y impulser une vie réelle et démocratique basée sur des actions précises et résolues, doivent unir leurs efforts.

Or, il est possible aujourd'hui d'envisager ce regroupement dans le cadre d'un courant, sur la base des principes clairs qui ont présidé à la constitution et au développement des syndicats et que nous rappelions dans le dernier numéro de *"L'Anarcho-syndicaliste"* (n°5 - avril 1973).

C'est précisément parce que nous nous trouvons en accord avec eux sur ces points que nous avons décidé, sans nous inféoder en aucune manière à leur tendance mais sur la base d'un texte précis, de présenter cette année avec les militants de l'E.E. pour le F.U.O. une liste d'entente aux élections à la C.A du S3 du S.N.E.S. comme cela avait déjà été fait en Loire-Atlantique au niveau du SNI.

Nous publions ci-après le texte de cet accord que nous concevons comme un premier pas vers un large courant qui dépasse déjà (et devra nécessairement continuer à le faire) la simple addition de l'E.E.-F.U.O. et des anarcho-syndicalistes pour devenir l'expression des aspirations de nombreux enseignants qui, quelles que soient par ailleurs leurs conceptions politiques ou philosophiques, sont désireux de voir vivre le syndicat.

Tous les camarades intéressés par cette perspective peuvent s'adresser à:
HERVE HOCHARD, Professeur au Lycée des Sables, 78, avenue d'Olonne 85 - LES SABLES D'OLONNE

Hervé HOCHARD.

LISTE D'ENTENTE ANIMÉE PAR LES MILITANTS DE L'ÉCOLE EMANCIPEE POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER ET LES MILITANTS ANARCHO-SYNDICALISTES DE L'ACADEMIE POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN COURANT LUTTE DE CLASSE:

Préambule:

Cette liste est le produit d'un accord entre les militants de l'E.E. pour le F.U.O. et les militants anarcho-syndicalistes de l'Académie de Nantes sur les points développés dans le texte suivant, dont ils estiment qu'ils conditionnent le maintien et le renforcement de l'indépendance du syndicat en tant qu'outil privilégié de la défense des intérêts des enseignants, et de celle de l'indépendance de l'école.

Sur ces points précis mais fondamentaux, ils affirment que le regroupement d'un large courant est non seulement nécessaire mais possible.

QUELLES REVENDICATIONS?

Point n'est besoin d'être militant syndicaliste pour connaître les aspirations qui se traduisent en revendications, qui sont celles de tous les enseignants soucieux de disposer des conditions matérielles et morales nécessaires à l'exercice de leur métier.

Conditions de travail décentes (horaires, effectifs de classe, locaux et matériel adaptés...) garantie de l'emploi et rémunérations correctes pour tous, ce qui implique le bénéfice, pour tous, du statut de la Fonction Publique et des garanties qui y sont liées, indépendance de l'école et de l'enseignement vis-à-vis de tous les groupes d'intérêts matériels et idéologiques, sont de ce point de vue, autant de nécessités reconnues et affirmées de longue date, comme telles par toutes les tendances de notre organisation.

CERTES! MAIS...

Cela suffit-il ? La politique constante du Gouvernement en matière d'enseignement indique qu'il ne suffit pas d'affirmer nos revendications et leur légitimité pour les voir satisfaites . Les statuts du second degré qui prétendent vous imposer d'autres fonctions (définies "d'une manière très large") que celle d'enseigner, et leur première application (mise à discrétion des chefs d'établissement, dont on nous promet le renforcement des pouvoirs, de 10% de nos horaires à la prochaine rentrée, l'aggravation prévisible de la situation déjà intolérable faite à 22.000 auxiliaires, la suppression massive des postes de MI-SE, la main-mise du patronat sur la formation professionnelle découlant des lois de juillet 1971 et plus largement l'ensemble des dernières mesures prises par FONTANET prouvent tout le contraire.

ALORS?

Ces revendications posées, il reste à définir la méthode de lutte et à dégager les moyens d'action permettant de les faire aboutir. C'est là l'exigence des enseignants qui, de plus en plus nombreux prennent places dans les rangs du SNES et votent massivement pour lui aux CAPA. C'est le rôle de la direction syndicale de lui donner forme et de l'exprimer avec force, en des termes adaptés aux objectifs et à la volonté de les atteindre.

Quand la direction U. et A. du S3 répond à l'exigence de nombreux S1, affirmée dès la rentrée 1972, d'organiser une manifestation académique pour obtenir les postes de MI-SE nécessaires, par une pétition qui arrive trois mois plus tard et qui reste sans suite; quand cette même direction refuse d'unifier et de centraliser la mobilisation sur le problème de l'auxiliariat, et y oppose une plateforme dite unitaire, qui affirme dans les termes mêmes employés par le recteur "*la précarité de l'emploi*" des M.A., qui peut prétendre qu'une telle direction syndicale joue son rôle et comment s'étonner alors que certains se tournent vers des "comités de lutte" informels et incapables de centraliser l'action et de remplacer l'instrument syndical?

DE L'UTILITE D'UNE METHODE...

Le dernier congrès académique a, sur la proposition des militants de l'E.E. pour le F.U.O., clairement désigné l'objectif prioritaire en matière de défense des MA: garanties écrites du rectorat et du ministère concernant la renomination à la prochaine rentrée des M.A. actuellement en poste. Unifier et organiser, par delà les divergences, le syndicat sur l'exigence qui ne peut être que celle de tous: tout travailleur doit avoir droit à la garantie de l'emploi, donc être au devenir titulaire, tel était l'objectif de cette proposition.

C'est maintenant la position de tout le syndicat, position que la direction académique a mandat de faire passer dans la vie. Après la grève du SNES avec d'autres syndicats de la F.E.N. prévue pour la mi-mai, les syndiqués auront tous les éléments pour juger des moyens qu'elle aura mis en oeuvre pour obtenir satisfaction sur ce point.

C'est cette méthode qui, appliquée à l'ensemble des problèmes brûlants, tant généraux que catégoriels, auxquels les enseignants sont confrontés aujourd'hui, peut permettre au syndicat, d'ouvrir la voie à leur règlement.

DEMOCRATIE ET INDEPENDANCE SYNDICALE

Pour qu'une telle méthode puisse être dégagée, il est nécessaire que la démocratie syndicale, indispensable à toute clarification, soit respectée par tous dans le syndicat, parce qu'elle conditionne l'unité et l'efficacité du SNES et plus largement l'unité de tous les travailleurs de l'enseignement au sein de la FEN .

Il est non moins indispensable que l'organisation préserve en permanence son indépendance vis-à-vis de tout parti, programme, objectifs ou appréciations politiques car c'est de l'activité du syndicat que dépend la satisfaction des revendications de ses adhérents. C'est pourquoi, cette activité ne saurait être aliénée au profit d'objectifs définis en dehors d'elle, et qui, parce qu'ils lui sont étrangers, impuissantent et divisent le syndicat en lui assignant des buts qui ne sont pas les siens.

Le syndicat est notre force. Il doit en permanence pouvoir jouer tout son rôle au compte des intérêts de l'ensemble de ses membres.

Cela passe par le regroupement et le renforcement d'un courant lutte de classe qui pourra seul dégager une telle orientation.

C'est cette orientation que nous soumettons aux suffrages des syndiqués.

Correspondance:

Bernard BOLZER - Ecole publique - 12 rue des Réformes - NANTES

C.C.P.: n° 3780-61 NANTES

Abonnement simple: 10francs.
Abonnement de soutien: 20 francs et plus.
